



## **Force Ouvrière** **Finances Calvados**

DDFiP du Calvados - 7, bd Bertrand  
14034 Caen Cedex

*“Et vivre, c’est ne pas se résigner” (Albert Camus)*

### **CHS-CT du 21 novembre 2018 :**

### **Liminaire**

Monsieur le Président,

**FORCE OUVRIERE** dénonce, à nouveau aujourd'hui, le rouleau compresseur des réformes planifiées par ce gouvernement, réformes obéissant encore et toujours à la même logique libérale.

Après la divulgation du rapport CAP22, les Ministres de Bercy ont dévoilé leur feuille de route : abandon et privatisation de missions, démantèlement de services, accélération des suppressions d'emplois.

La mise en place du prélèvement à la source qui privatise la collecte de l'impôt sur le revenu constitue un nouveau prétexte à de nouvelles suppressions d'emplois, 2130 à la DGFIP en 2019, ce qui représente près de la moitié des suppressions de postes dans la Fonction Publique d'État.

**FO** condamne cette politique désastreuse pour l'exercice des missions et les conditions de travail des personnels.

Dans le contexte de cette réunion, **les représentants FO** rappellent leur attachement aux Comités techniques et aux CHS-CT, au moment où leur fusion est en discussion au niveau de la Fonction Publique.

Ce projet n'est, en réalité, que la déclinaison au sein de la Fonction Publique de la fusion des institutions représentatives du personnel dans le secteur privé, amenant à la disparition pure et simple du CHS-CT, unique instance dédiée à la santé au travail.

**FO** considère la santé au travail comme un droit fondamental sur lequel on ne saurait transiger et se battra jusqu'au bout pour préserver et améliorer les CHS-CT du Ministère ainsi que les réseaux d'acteurs de prévention.

Alors que ces dix dernières années les services départementaux n'ont eu de cesse d'être restructurés au gré des plans annuels de suppressions d'emplois, **FO** rappelle que les personnels, confrontés à cette frénésie de fusions et restructurations incessantes ont su s'adapter et poursuivre leur investissement pour continuer à assurer l'ensemble de leurs missions.

Aujourd'hui, les agents n'attendent aucune plus-value de ces réformes en terme d'organisation de leur travail, de consolidation de leurs missions et d'amélioration de leurs conditions de travail.

Bien au contraire, ballottés de fusions en restructurations, ils en mesurent jour après jour, les conséquences, à savoir l'inexorable désorganisation et fragilisation des structures, ainsi que la dégradation de leurs conditions de vie au travail.

*Je vote*  
TELEPHONE, TABLETTE, SMARTPHONE  
DU 29 NOVEMBRE AU 6 DECEMBRE 2018



**NOS DIFFÉRENCES** ≠  
**FONT LA DIFFÉRENCE**

**Les représentants FO** rencontrent régulièrement les agents. Ceux-ci évoquent manifestement un lien direct entre leurs conditions de travail dégradées et l'empilement de réformes et les plans successifs de suppressions d'emplois de ces dernières années. Dans le même temps, ils expriment aussi leurs plus vives incertitudes quant à leur devenir au sein de notre administration. Pour autant et une fois de plus, les réponses apportées par l'administration demeurent de nature palliative et ne sont absolument pas à la hauteur des enjeux !

**FO** fustige depuis longtemps l'inefficacité du plan d'action de la DGFIP en ce qui concerne l'amélioration des conditions de vie au travail. Mais que dire de la dernière communication de la Direction Générale faisant la promotion d'une plate-forme d'écoute proposant les services de psychologues aux agents de la DGFIP ?

Après les suppressions d'emplois massives et le resserrement du réseau à tout va, et alors que la privation des missions est en marche, le Directeur général met désormais en place un dispositif sanitaire censé pallier le désarroi des agents confrontés à la liquidation de la DGFIP !

**Les représentants FO** réaffirment aujourd'hui à nouveau, que la seule politique de prévention primaire à même de réellement préserver la santé au travail des Personnels consiste à arrêter les suppressions d'emplois et les restructurations.

**Les représentants FO** reviendront en séance sur tous les points à l'ordre du jour et porteront toutes leurs légitimes revendications revendications.

*Je vote*

TELEPHONE, TABLETTE, SMARTPHONE  
DU 29 NOVEMBRE AU 6 DECEMBRE 2018



**NOS  
DIFFÉRENCES**   
**FONT LA DIFFÉRENCE**